

Plaidoyer pour la formation professionnelle à Bédjondo

Un centre créé sur le papier, neuf métiers à ouvrir : constat, demandes et engagements

Objet : plaidoyer pour l'ouverture effective du centre de formation technique et professionnelle de Bédjondo et pour un dispositif d'apprentissage dans le Mandoul Occidental

Destinataires : Ministère en charge de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation professionnelle ; Direction de l'enseignement professionnel ; Fonds national d'appui à la formation professionnelle (FONAP) ; Office national pour la promotion de l'emploi (ONAPE) ; Agence française de développement, projet AFPACET ; coopération suisse au Tchad et Caritas Suisse (programmes NexSud et filières arachide, sésame, karité) ; chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture, des mines et d'artisanat et organisations d'artisans du Mandoul ; commune de Bédjondo

Copie : Monsieur le Maire et le conseil communal de Bédjondo ; Monsieur le Préfet du Mandoul Occidental ; les élus provinciaux et nationaux du Mandoul

Date : 17 septembre 2026

Mesdames et Messieurs,

Le répertoire officiel des centres de formation technique et professionnelle publics créés au Tchad, publié par le ministère en charge de la formation professionnelle, compte cinquante-cinq centres. Quatre se trouvent dans la province du Mandoul : Moïssala, Koumra, Goundi et **Bédjondo**. Autrement dit, le centre que cette ville réclame **existe déjà en droit**. ADEB LONODJI, Association de Développement et d'Entraide de Bédjondo, qui rassemble Bédjondo et sa diaspora au service de tous ses habitants, ne demande donc pas la création d'un centre : nous demandons qu'il ouvre, qu'il soit équipé, qu'il ait des formateurs, et qu'il forme aux métiers dont Bédjondo a réellement besoin. Nous exposons le constat, ce que ce centre rendrait possible, ce que nous demandons et ce que nous nous engageons à faire.

1. Le constat

À Bédjondo, chef-lieu du département du Mandoul Occidental, les jeunes qui sortent de l'école n'ont, à notre connaissance, aucune formation qualifiante sur place. Ceux qui veulent apprendre un métier vont à Koumra, à Sarh ou à N'Djamena ; la plupart n'y vont pas. Le centre de Koumra, lui, fonctionne : le 15 juin 2026, cent douze candidats, dont vingt-quatre filles, y ont passé l'examen de fin de formation professionnelle, sous la supervision de la direction de l'enseignement professionnelle et en présence du secrétaire général de la province. L'objectif affiché par les autorités elles-mêmes lors de cette session mérite d'être cité : l'examen visait « une insertion socio-professionnelle et entrepreneuriale » permettant aux diplômés de s'auto-employer, parce que la fonction publique ne peut absorber tous les diplômés. C'est exactement l'esprit de ce plaidoyer.

Le paradoxe est que la ville ne manque pas de travail à faire. Ses trois grands chantiers — l'eau, l'électricité et le désenclavement — sont précisément des chantiers de métiers. Il n'y a

pas de réseau électrique : il faudra des installateurs solaires. Il n'y a pas de réseau d'eau : il faudra des artisans réparateurs de forages et de pompes. La ville s'étend sans plan : il faudra des maçons, des charpentiers, des ferrailleurs formés. L'arachide, le sésame et le karité partent bruts : il faudra des techniciens d'agro-transformation. Chaque plaidoyer que nous avons publié débouche sur un besoin de main-d'œuvre qualifiée que personne ne forme sur place. Les jeunes partent, et les chantiers, quand ils arrivent, font venir des ouvriers d'ailleurs.

Nous ne disposons d'aucune information publique sur l'état du centre de Bédjondo inscrit au répertoire — bâti ou non, équipé ou non, doté de formateurs ou non, ouvert ou non, et sur quelles filières. C'est notre première demande.

2. Ce qui rend le plaidoyer réaliste aujourd'hui

Trois leviers existent déjà et sont accessibles.

D'abord le **FONAP**, le Fonds national d'appui à la formation professionnelle, financé par la taxe d'apprentissage et de formation professionnelle payée par les entreprises. Le FONAP finance quatre types de projets : les projets collectifs, les plans de formation, les **projets d'apprentissage** et les **projets d'insertion**. Sont éligibles les entreprises du secteur moderne, les entreprises du secteur informel légalement constituées, ainsi que les jeunes et les populations vulnérables. Il existe une procédure d'habilitation pour les opérateurs de formation. En décembre 2025, le FONAP a lancé un programme de formation par apprentissage destiné à **mille jeunes**, sur des filières qui recoupent presque exactement les besoins de Bédjondo : électricité du bâtiment, mécanique automobile, froid et climatisation, couture, **installation et maintenance de systèmes solaires**, culture maraîchère. Ce programme a été lancé à N'Djamena ; rien n'indique qu'il soit réservé à la capitale.

Ensuite les **bailleurs déjà présents**. L'Agence française de développement finance, avec le FONAP, le projet AFPACET d'appui à la formation professionnelle et à la compétitivité des entreprises. La coopération suisse et Caritas Suisse interviennent dans le Mandoul sur les filières arachide, sésame et karité et sur la résilience rurale, avec des volets de formation et d'équipement : une filière agro-transformation à Bédjondo trouverait là ses interlocuteurs naturels.

Enfin l'**ONAPE**, l'Office national pour la promotion de l'emploi, qui porte des dispositifs d'auto-emploi et de crédit et dont l'objet même est l'insertion professionnelle : un diplômé sans outils reste un chômeur diplômé, et c'est à cette articulation que l'ONAPE est utile.

Autrement dit : le centre est créé, l'argent de la formation existe et est alimenté par une taxe, les filières prioritaires sont déjà identifiées au niveau national, et les bailleurs sont dans la province. Il manque une décision d'ouverture et une inscription de Bédjondo sur les listes.

3. Les neuf métiers que nous proposons d'ouvrir

Nous ne proposons pas un catalogue : chacune de ces filières répond à un besoin que nous avons documenté, et à un débouché local identifiable. Nous les avons classées par ordre d'urgence.

1. Installation et maintenance de systèmes solaires. Le premier métier, parce que tout en dépend : éclairage des ménages, pompage de l'eau, chaîne du froid du centre de santé,

salle informatique du lycée, éclairage du marché, et l'énergie des ateliers eux-mêmes. C'est aussi une filière du programme d'apprentissage du FONAP.

2. Menuiserie bois et charpente. C'est le métier qui manque le plus visiblement. Une école sans tables-bancs fait asseoir ses élèves par terre ; or les tables-bancs, les portes, les fenêtres, les charpentes de toiture, les coffrages des chantiers en béton, les étals du marché et le mobilier des ménages sont tous fabricables sur place, avec du bois local et un atelier modeste. Aujourd'hui une partie de ce mobilier arrive de Koumra, de Sarh ou de N'Djamena, transport compris, alors que la matière première et les bras sont ici. La filière doit couvrir la menuiserie de bâtiment (portes, fenêtres, plafonds), la charpente et le coffrage, et la menuiserie d'ameublement (mobilier scolaire, lits, armoires, étals). Elle doit aussi apprendre le séchage et le traitement du bois contre les termites, faute de quoi le travail ne dure pas.

3. Menuiserie métallique et soudure. Le complément indispensable du précédent, et sans doute le métier au débouché le plus immédiat : portes et fenêtres métalliques, grilles et portails, charpentes métalliques et hangars du marché, châteaux d'eau et supports de panneaux solaires, remorques de moto, brouettes, et surtout la **réparation** — une soudure remet en service un moulin, une motopompe, une charrue, un cadre de vélo. Un atelier de soudure est le premier atelier vers lequel se tourne tout le monde dans une ville, et Bédjondo en manque. La filière doit couvrir la soudure à l'arc, le traçage et le débit, l'assemblage et la finition, et la sécurité au travail — masque, gants, extincteur : un soudeur brûlé ou aveuglé est un métier perdu.

4. Maintenance des forages et des pompes. La panne d'une pompe prive aujourd'hui un quartier d'eau pendant des mois, faute d'artisan réparateur dans un rayon utile. Une dizaine de réparateurs formés et outillés changeraient la vie de la ville et des cantons, et c'est l'engagement que nous avons pris dans notre plaidoyer sur l'eau.

5. Maçonnerie et gros œuvre. La ville remplace ses paillotes par du dur, les écoles attendent des salles en dur, la commune aura des chantiers : autant que ces chantiers emploient des jeunes de Bédjondo. Briques et blocs, mortiers et bétons, ferrailage, dallage, enduits — et la lecture d'un plan, sans quoi un maçon reste un manœuvre.

6. Agro-transformation. Décortiquage et huilerie d'arachide, sésame, karité, séchage et conservation : la valeur ajoutée qui sort aujourd'hui de la province avec les sacs de récolte.

7. Couture et transformation textile. Filière du programme FONAP, à fort accès féminin : à Koumra, vingt-quatre des cent douze candidats à l'examen étaient des filles, et c'est encore trop peu.

8. Mécanique deux-roues et petits moteurs. La moto est le transport réel du département, et les moulins, motopompes et groupes électrogènes tombent en panne faute de mécaniciens formés.

9. Numérique de base et maintenance informatique. En articulation avec l'espace numérique que nous proposons à la commune : bureautique, démarches en ligne, réparation de téléphones et d'ordinateurs.

Toutes ces formations doivent être **courtes, en alternance et sanctionnées par le certificat de fin de formation professionnelle** délivré par l'État, avec une part d'apprentissage en atelier réel. Le modèle des centres de métiers tchadiens le permet : à N'Djamena, l'association Foi et Joie forme depuis 2014 en cycles de six mois — quatre mois

de cours, deux mois de pratique — des jeunes déscolarisés de familles modestes, avec des formateurs sous contrat et des stages en entreprise partenaire. Un tel format est reproductible à Bédjondo.

4. Trois conditions techniques que nous signalons d'emblée

Pour éviter que le centre n'ouvre puis ne s'arrête, trois points doivent être réglés dans la conception même du projet, et non après.

L'énergie d'abord. La menuiserie bois et la menuiserie métallique ne sont pas des métiers de main nue : une scie circulaire, une raboteuse, un poste à souder demandent une puissance électrique stable que Bédjondo n'a pas. Un atelier de soudure s'arrête net sans courant. Il faut donc dimensionner, dès le départ, une alimentation propre au centre — installation solaire avec batteries pour l'éclairage et l'outillage léger, et groupe de secours pour les postes de puissance — ou faire du centre l'un des premiers raccordés le jour où la ville sera électrifiée. C'est aussi pour cela que la filière solaire vient en premier : la première promotion peut équiper son propre atelier.

Le bois ensuite. Ouvrir une menuiserie sans penser la ressource, c'est déplacer un problème sur les arbres du canton. La filière bois doit être adossée à une pépinière et à des plantations — les programmes de la coopération suisse et de Caritas Suisse dans le Mandoul financent déjà des pépinières cantonales, privilégier les essences à croissance rapide et le bois de récupération, et apprendre le travail économe de la matière. C'est le sens de la thématique Environnement & ressources naturelles : une menuiserie qui dure suppose une forêt qui dure.

La sécurité enfin. Scie, soudure, meuleuse : ce sont les trois premières causes d'accident d'atelier. Équipements de protection, extincteurs, trousse de premiers secours et module obligatoire de sécurité au travail doivent figurer dans le budget d'équipement, pas dans les bonnes intentions.

5. Ce que ce centre rendrait possible

Un jeune qui apprend un métier à Bédjondo reste à Bédjondo. C'est la différence la plus simple et la plus décisive. Ensuite, chaque filière rend possible un chantier que nous réclamons par ailleurs : sans installateurs solaires, les kits solaires subventionnés finissent hors service au bout de deux ans ; sans réparateurs, les forages neufs deviennent des forages en panne ; sans maçons formés, les salles de classe se fissurent ; sans menuisiers, une salle de classe neuve reste une salle sans porte, sans fenêtre et sans table-banc ; sans soudeur, un moulin cassé reste cassé. Une formation professionnelle locale n'est pas un chantier de plus à côté des autres : c'est la condition pour que les autres durent. Elle crée en outre des entreprises — un atelier de soudure, une menuiserie, une équipe de pose solaire, une unité de décortiquage — donc des emplois et une base fiscale pour la commune. Et elle retient sur place un argent qui part aujourd'hui : chaque table-banc, chaque porte métallique, chaque charpente commandée hors du département est une dépense publique ou privée qui ne fait vivre personne ici. Et elle offre une voie à ceux qui n'iront pas à l'université : la grande majorité.

6. Ce que nous demandons

Au ministère et à la direction de l'enseignement professionnel :

- publier l'état exact du centre de formation technique et professionnelle de Bédjondo inscrit au répertoire national — bâtiments, équipements, personnel, filières, date d'ouverture effective — puis arrêter un calendrier d'ouverture
- affecter des formateurs sur les filières prioritaires
- organiser à Bédjondo une session d'examen de fin de formation, afin que les candidats du Mandoul Occidental ne se déplacent plus tous à Koumra

Au FONAP :

- inscrire Bédjondo parmi les localités du programme de formation par apprentissage pour mille jeunes, au moins sur les filières solaire, électricité du bâtiment, couture et culture maraîchère
- y ajouter la **menuiserie bois** et la **menuiserie métallique et soudure**, qui ne figurent pas dans les six filières annoncées alors qu'elles sont, en milieu semi-urbain, les premiers métiers d'installation
- habiliter le centre de Bédjondo comme opérateur de formation
- financer la **dotation d'équipement des deux ateliers de menuiserie** — outillage, poste à souder, scie et raboteuse, alimentation solaire dédiée, équipements de protection
- examiner un plan de formation collectif pour les artisans installés de la ville, qui formeront les apprentis de demain

À l'ONAPE : ouvrir une permanence d'insertion au Mandoul Occidental, ou à défaut une mission périodique à Bédjondo, et rendre accessibles aux diplômés du centre les dispositifs d'auto-emploi et de crédit, avec une dotation en outillage plutôt qu'en numéraire seul.

Aux services de l'éducation et aux partenaires qui équipent les écoles : orienter vers les ateliers du centre les commandes de tables-bancs, de portes et de fenêtres des écoles du Mandoul Occidental. Un marché public de mobilier scolaire attribué localement finance la formation, fait vivre des ateliers et coûte moins cher en transport : c'est le débouché le plus simple et le plus immédiat que l'État puisse offrir à ce centre.

À l'AFD, au projet AFPACET, à la coopération suisse et à Caritas Suisse : retenir un volet Bédjondo — équipement d'ateliers et formation de formateurs — en priorité sur l'agro-transformation des filières arachide, sésame et karité que vous appuyez déjà dans la province, et sur le solaire.

À la chambre de commerce et aux organisations d'artisans : établir avec nous la liste des maîtres d'apprentissage de Bédjondo et signer une convention d'accueil des apprentis, avec une reconnaissance du rôle de maître d'apprentissage.

À la commune de Bédjondo : réserver et sécuriser le terrain du centre dans le plan d'aménagement, lui garantir l'eau et l'électricité solaire, introduire dans ses marchés de travaux et de fournitures une clause de recours aux diplômés et artisans locaux, et passer sa première commande de mobilier scolaire et d'huisseries aux ateliers du centre plutôt qu'hors du département.

7. Ce qu'ADEB LONODJI s'engage à faire

ADEB LONODJI s'engage à **recenser les ateliers et les maîtres artisans de Bédjondo**, métier par métier, avec leur capacité d'accueil d'apprentis, et à remettre ce recensement au

FONAP et à la direction de l'enseignement professionnel : aucun dispositif d'apprentissage ne fonctionne sans cette liste, et personne ne l'a établie. Nous nous engageons à ouvrir, avec les ingénieurs et techniciens de notre diaspora, un **atelier-école pilote en installation solaire**, première promotion réduite, dont les diplômés équiperont les bâtiments publics de la ville. Nous nous engageons à passer à ces ateliers, dès la première promotion, une **commande de tables-bancs pour une école de Bédjondo**, financée par la diaspora : une formation qui livre un objet utile dès sa sortie convainc mieux que tout discours. Nous nous engageons à constituer un **fonds de trousse d'outils** remis aux diplômés qui s'installent, plutôt qu'une aide en argent — un menuisier sans rabot et un soudeur sans masque ne travaillent pas. Nous mettons en place un **parrainage** reliant chaque promotion à des professionnels bedjond du Tchad et de la diaspora. Enfin nous nous engageons à **mesurer et publier le taux d'insertion** des diplômés à six et douze mois : une formation professionnelle qui ne suit pas ses sortants ne sait pas si elle sert.

Ce que nous ne savons pas, et ce que nous demandons pour cela

Nous ne savons pas si le centre de Bédjondo inscrit au répertoire national est construit, équipé, doté de personnel ou ouvert, ni sur quelles filières, ni par quel acte il a été créé. Nous ne connaissons pas les filières ouvertes au centre de Koumra, ni le nombre de jeunes du Mandoul Occidental qui y sont inscrits. Nous ne savons pas si le programme d'apprentissage du FONAP couvre des provinces autres que N'Djamena. Nous demandons respectueusement aux destinataires de bien vouloir nous communiquer ces informations, de désigner un interlocuteur, et de nous indiquer par quelle première mesure ils entendent commencer. ADEB LONODJI se tient à leur disposition.

Pour ADEB LONODJI,

l'animateur de l'association, Bignéro Moïalbéi LE MADANG,

avec le bureau exécutif : Adoumbé Maoura, président ; Salomon Ngarbaye, secrétaire général.

Un projet financé par l'Agence française de développement et lancé le 10 juin 2026 pour quatre ans forme précisément à ces métiers dans le Mandoul : le **renforcement des compétences professionnelles sur le corridor N'Djamena-Douala**, copiloté par Enfants du Monde et Essor. C'est à lui que ce dossier est adressé en premier ; voir ONG et partenaires opérationnels au Mandoul.